



Les banques centrales prêtes à agir...

N° 311

Semaine du 15 Février au 19 Février 2016

En zone euro, Benoit Coeuré a mis en avant les conséquences de la dégradation du contexte économique sur la capacité de l'inflation à revenir vers sa cible de 2%. Il a ainsi déclaré, en vue de la prochaine réunion de politique monétaire prévue le 10 mars, que l'institution était prête à renforcer son action monétaire via tous les instruments à sa disposition si nécessaire. Mario Draghi, a lui aussi indiqué devant le Parlement européen ce lundi 15 février que la BCE était prête à ajuster sa politique monétaire. Deux critères seront décisifs dans la prise de décision : Le premier, l'impact dans la durée de la faiblesse des prix des produits importés. En effet, les prix des matières premières se sont effondrés dans un contexte d'abondance de l'offre, résultat d'une longue période de surinvestissement. Pour la zone euro, qui est un importateur net de matières premières, notamment de pétrole, c'est une aubaine en termes de croissance mais un casse-tête pour l'inflation. Le deuxième, la transmission de la politique monétaire notamment via le canal bancaire. Or, la situation s'est dégradée puisque qu'à la fin de l'année 2015, les taux de croissance des crédits bancaires ont reculé.

Aux Etats-Unis, la Fed ne veut pas se précipiter. L'économie américaine est confrontée à un environnement nettement plus défavorable qu'estimé en décembre. La baisse des devises des pays émergents face au dollar, le recul des cours des matières premières, la dégradation des conditions financières et le ralentissement de l'activité au 4ème trimestre vont jouer négativement sur le taux d'inflation, d'où la nécessité d'ajuster les prévisions en conséquence. La remontée des taux directeurs sera plus lente que prévu, ce qui limitera les pressions haussières sur le dollar.

En Chine, les chiffres du commerce extérieur sont en net ralentissement en janvier illustrant le ralentissement des échanges entre les pays. Le recul des exportations libellées en dollar se poursuit en janvier à -9,9% en glissement annuel, tandis que les importations chutent également à -16,4% en janvier. Malgré cette perte de vitesse, la Chine continue de dégager des excédents commerciaux de plus en plus élevés du fait de l'effondrement des cours des matières premières. Cela apporte un soutien à la devise chinoise. En Chine, la banque centrale poursuit ses efforts pour soutenir l'activité et le système bancaire comme l'illustrent les injections massives de liquidités du mois de janvier. Ces mesures permettent de limiter la nécessité de baisser les taux directeurs qui aurait pour effet de peser négativement sur le yuan alors que l'institution tente de protéger sa devise.

Au Japon, nouvelle déception, le taux de croissance de l'économie japonaise a ralenti au dernier trimestre 2015 tombant à seulement 0,7% en glissement annuel. Cette baisse s'explique par la rechute de la consommation des ménages qui chute de 1,2% sur un an. C'est le principal échec pour le gouvernement dont la politique n'a pas abouti au renforcement du pouvoir d'achat des Japonais dont les salaires n'accélèrent pas suffisamment pour les inciter à accroître leurs dépenses. Le seul élément favorable est la bonne tenue des investissements dont la croissance atteint 2,1%.